

CENTRE-VILLE L'IMPOSSIBLE RÉHABILITATION

Marseille est malade du cœur. Son centre historique, poche de misère et de délabrement, n'en finit plus de dépérir. Depuis trente ans, les politiques publiques ont échoué à enrayer le cercle vicieux de la paupérisation. Chantier d'un demi-siècle, plaide la mairie. Manque de volonté, affirment ses détracteurs...

Début mars, Brahim a vu passer les caméras de France 3 devant sa porte, 70, rue Nationale. Elles allaient filmer un hôtel meublé évacué pour cause de « péril » quelques numéros plus loin, cornaquées par Nordine Abouakil, médiatique porte-parole d'Un centre-ville pour tous (UCVPT). L'association est née, il y a dix ans, pour protéger les habitants des ravages sociaux collatéraux de la réhabilitation. Brahim a interpellé le petit groupe pour leur montrer son appartement.

Dans le hall, derrière la porte qui ne ferme plus, un mur porteur éventré, crevasses béantes, des écheveaux de fils électriques en bataille et des tuyaux de gaz descellés qui pendouillent dans la cage d'escalier lépreuse. Chez lui, une humidité de cave, des poutres fendues, la peinture en lambeaux, les évacuations d'eaux usées qui s'écoulent presque sous son oreiller. Il y a quelques mois, sa femme s'est réfugiée, avec leurs trois enfants, chez une tante, après l'effondrement de la rampe d'escalier. Brahim paye 333 euros par mois pour ce taudis miteux, dans un immeuble dont les propriétaires avaient pourtant reçu, en 2000, une injonction de travaux, sous peine d'expropriation. Comme 648 autres immeubles du Panier, de Noailles, Belsunce et Chapitre, dans le cadre de la lutte contre l'habitat insalubre en centre-ville menée par la municipa-

lité depuis 1995. Pour le 70, rue Nationale, on retrouve dans les archives de la SEM Marseille Aménagement, qui pilotait ces titanesques périmètres de restauration immobilière (PRI), les traces d'un ravalement de façade. Et puis, plus rien. Cas typique des limites du programme, stoppé avec perte et fracas le 31 décembre 2009, après quinze ans d'efforts.

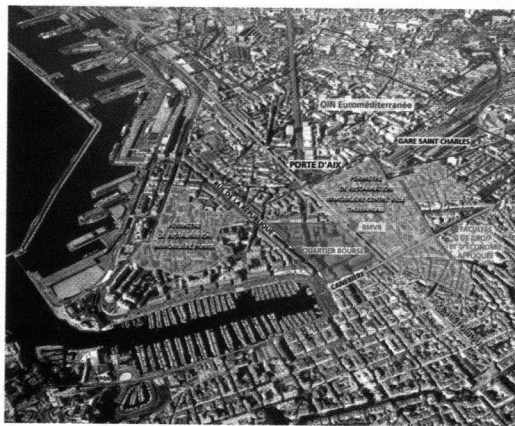
La mairie a enterré les PRI, il est vrai critiqués de toutes parts : inefficaces, dispendieux pour la collectivité, ravageurs pour les habitants... L'oppo-

sociation a remis à la chambre régionale des comptes un mémorandum accablant. Les juges, saisis pour réaliser un nouveau rapport sur la SEM, l'ont lu avec attention et versé au dossier. Entre-temps, l'immeuble de Brahim a été déclaré en péril, vidé et baricadé. Un de plus.

« La pire misère est au centre, pas dans les quartiers Nord »

« Bon courage ! » a-t-on souhaité, à la mairie, au journaliste de L'Express quand il a fait connaître l'objet de son enquête. De la glorieuse Canebière bruissante et froufroulante de l'après-guerre aux bas-fonds de la rue Thubaneau, dans les années 1990, le centre de la cité phocéenne est tombé en disgrâce, abandonné aux plus pauvres. Le déclin du port a laissé sur le carreau quantité de petites gens, prolétaires et immigrants, piégés dans le quartier. Avec pour conséquence une zone ghettoisée, sous-équipée, sinistrée. « La pire misère est ici, pas dans les quartiers nord », affirme Philippe Sanmarco (ex-PS), allié de Jean-Claude Gaudin lors des municipales de 2008 et, après un éphémère passage à la présidence de Marseille Aménagement, désormais en délicatesse avec ce dernier. Dans ce périmètre paupérisé, le taux de chômage frôle les 30 %, et le revenu des ménages est presque deux fois inférieur à la moyenne de la ville.

L'histoire de cette déchéance urbaine, les Marseillais ne la connaissent que >>>



ÉCHEC Les périmètres de restauration immobilière (PRI), très critiqués, ont été abandonnés par la mairie à la fin de 2009.

sition municipale a exigé une mission d'évaluation (en cours). De son côté, l'UCVPT, collectif procédurier d'habitants engagés et de retraités sourcilleux – dont un ancien urbaniste en chef de la ville – surveille avec un zèle tatillon Marseille Aménagement. L'as-

